

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204584]

24 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant un programme d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D.17, § 1^{er}, alinéa 2, D.134, D.164, D.173, alinéa 2, et D.183, § 2, 1^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 concernant une mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire dans le cadre du programme de développement rural;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 juin 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 18 juin 2015;

Vu le rapport du 17 juin 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 58.000/2/V du Conseil d'Etat, donné le 7 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'octroi d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles constitue une aide d'Etat exemptée en application du règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 1^{er} juillet 2014 sous la référence "JO L 193 du 1^{er} juillet 2014, p. 1-75", en particulier en application du chapitre I^{er} et de l'article 20;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2^o le programme d'aide : le programme d'aide mis en place pour encourager la participation aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles;

3^o un promoteur : une personne physique ou morale, chargée de porter le cahier des charges de qualité différenciée, d'organiser la production ainsi que la commercialisation des produits de qualité différenciée;

4^o le service : la Direction de la Qualité, du Département du Développement, de l'Administration.

Art. 2. Le programme d'aide concerne les produits agricoles qui respectent un cahier des charges agréé dans le cadre :

1^o des systèmes de qualité européens visés par le titre 7, chapitre I^{er}, du Code;

2^o du système régional de qualité différenciée visé par le titre 7, chapitre II, du Code;

3^o de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins décrite à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôles ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode.

Le programme d'aide s'applique par année civile. Le Ministre détermine chaque année les cahiers des charges agréés qui participent au programme d'aide.

Art. 3. Un agriculteur bénéficie d'une aide dans le cadre du programme d'aide s'il :

1^o est identifié dans le SIGeC conformément à l'article D.22 du Code;

2^o dispose d'un siège d'exploitation situé sur le territoire de la Région wallonne;

3^o s'est engagé dans et respecte un cahier des charges agréé visé à l'article 2;

4^o se soumet aux contrôles d'un organisme certificateur agréé pour le contrôle du cahier des charges visé à l'article 2, ainsi qu'aux contrôles du service;

5^o n'est pas bénéficiaire d'une aide à l'agriculture biologique établie en vertu de l'article 29 du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

6^o respecte les règles de la conditionnalité établies en vertu de l'article 93 du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil.

CHAPITRE II. — *Nature, durée et montant de l'aide*

Art. 4. Seules les unités de production situées en Région wallonne ont droit à l'aide fixée par le présent arrêté.

Art. 5. § 1^{er}. Le programme d'aide porte sur :

- 1° les frais de certification;
- 2° les frais d'audit initial;
- 3° les frais d'inscription à un cahier des charges;
- 4° la cotisation annuelle due pour participer au cahier des charges.

§ 2. Les frais de certification visés au paragraphe 1^{er} sont les coûts annuels liés à la certification, en ce compris les frais annuels d'inspection, de contrôle et d'analyse.

Le programme d'aide porte sur les frais de certification imputables à un agriculteur et qui sont :

- 1° facturés directement, que cet agriculteur fasse partie ou non d'une filière;
- 2° déduits de la valeur de vente de sa production brute, lorsque, au sein d'une filière, l'agriculteur a conclu un accord avec le promoteur qui lui achète sa production brute et qui verse en son nom les frais de certification qui lui sont imputables.

Art. 6. § 1^{er}. Pour chaque cahier des charges agréé visé à l'article 2, le Ministre arrête annuellement un montant de référence qui représente le montant annuel maximum de l'aide octroyée à chaque agriculteur engagé dans ledit cahier des charges.

Le montant annuel de référence est déterminé en fonction des frais visés à l'article 5.

§ 2. En vue de déterminer les montants de référence pour une année donnée, le promoteur et les organismes certificateurs agréés pour le cahier des charges communiquent préalablement au service le tarif hors T.V.A. des frais visés à l'article 5 et appliqués au cours de l'année.

Le montant de référence pour une année donnée n'est pas supérieur au montant de référence de l'année précédente indexé sur base des prix à la consommation, sauf si le dépassement est dû à des frais de certification supplémentaires imposés par des circonstances exceptionnelles ou par une révision du cahier des charges. L'indexation est calculée avec les indices des prix à la consommation des mois de juillet de deux années successives.

Art. 7. L'aide est octroyée à un agriculteur pour une période maximale de cinq ans.

Le montant de l'aide est au maximum de 3.000 euros par an et par agriculteur pour l'ensemble des cahiers des charges éligibles auxquels il participe.

CHAPITRE III. — *Modalités d'introduction des demandes et de liquidation de l'aide*

Art. 8. A la date limite d'introduction de la demande unique de l'année civile au cours de laquelle il participe au programme d'aide, l'agriculteur introduit auprès du service une demande d'aide par tout moyen permettant de conférer une date certaine au sens de l'article D.15 du Code.

La demande d'aide est soumise au moyen du formulaire de demande unique.

Pour 2016, un formulaire de demande d'aide est établi par le service.

Art. 9. A la demande du service, l'agriculteur transmet une déclaration de créance qui porte sur les frais visés à l'article 5 encourus au cours de l'année civile écoulée et l'accompagne des pièces justificatives requises.

Art. 10. Le paiement de l'aide est exécuté annuellement pour l'ensemble des agriculteurs après contrôle des conditions d'octroi par le service.

Lorsque l'agriculteur ne respecte pas la condition mentionnée à l'article 3, 6°, au cours d'une année d'application de l'aide, le pourcentage de réduction appliqué aux paiements directs de cet agriculteur par l'organisme payeur pour cette même année, est également appliqué au montant obtenu en application du programme d'aide.

Tout agriculteur faisant l'objet d'une sanction émanant de l'organisme certificateur agréé et conduisant à une suspension ou à une exclusion du cahier des charges, est exclu de l'aide pour toute l'année civile dans laquelle la sanction a porté ses effets.

Art. 11. Le service notifie à l'agriculteur une décision reprenant le montant de l'aide qui sera versée.

Conformément à l'article D.17 du Code, l'agriculteur dispose de dix jours ouvrables pour introduire un recours auprès du service.

Aucun intérêt de retard n'est réclamé relativement à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Contrôles et infractions*

Art. 12. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre 13 du Code.

Art. 13. Afin d'assurer le contrôle annuel des déclarations de créance introduites par les agriculteurs, les organismes certificateurs agréés transmettent au service, à l'issue d'une année donnée, la liste des agriculteurs qui ont participé à un cahier des charges agréé visé à l'article 2.

La liste visée à l'alinéa 1^{er} reprend, pour chaque agriculteur, l'ensemble des frais visés à l'article 5, facturés directement pour l'année concernée ou qui ont été facturés au promoteur du cahier des charges. Dans ce dernier cas, l'organisme certificateur agréé fournit une copie des factures adressées au promoteur et les preuves de paiements correspondantes en assurant la transparence du calcul des frais imputés à chacun des agriculteurs concernés.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 3 à 10, 12, 13 et 20 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, *J.O.U.E.*, L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1.

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 concernant une mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité dans le cadre du programme de développement rural, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2001, est abrogé.

Toutefois, les demandes d'aides introduites en application de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} restent soumises à ses dispositions.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Art. 17. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204584]

24. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung eines Beihilfeprogramms zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an den Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.11, D.13, D.14, D.17 § 1 Absatz 2, D.134, D.164, D.173 Absatz 2 und D.183 § 2 Ziffer 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 über eine Beihilfemaßnahme zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an Lebensmittelqualitätsregelungen im Rahmen des Programms für ländliche Entwicklung;

Aufgrund des am 11. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 18. Juni 2015;

Aufgrund des Berichts vom 17. Januar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 7. September 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 58.000/2/V;

In der Erwägung, dass es sich bei der Gewährung einer Beihilfe zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an den Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse um eine staatliche Beihilfe handelt, die in Anwendung der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (veröffentlicht im *Amtsblatt der Europäischen Union* am 1. Juli 2014 unter Nummer *ABl. L 193* vom 1. Juli 2014, S. 1-75) und insbesondere in Anwendung von Kapitel I und Artikel 20 freigestellt ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° das Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

2° das Beihilfeprogramm: das Beihilfeprogramm, das eingeführt wird, um die Beteiligung an den Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse zu fördern;

3° ein Promotor: eine natürliche oder juristische Person, die die Aufgabe hat, das Lastenheft der differenzierten Qualität zu führen und die Produktion sowie die Vermarktung der Produkte von differenzierter Qualität zu organisieren;

4° die Dienststelle: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der Verwaltung.

Art. 2 - Das Beihilfeprogramm betrifft die Agrarerzeugnisse, die die Anforderungen eines Lastenhefts erfüllen, das zugelassen wurde im Rahmen:

1° der in Titel 7 Kapitel I des Gesetzbuches angeführten europäischen Qualitätssysteme;

2° der in Titel 7 Kapitel II des Gesetzbuches angeführten regionalen Systems der differenzierten Qualität;

3° der in Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger beschriebenen integrierten Produktionsmethode für Kernobst.

Das Beihilfeprogramm ist pro Kalenderjahr anwendbar. Der Minister bestimmt jährlich die zugelassenen Lastenhefte, die im Rahmen des Beihilfeprogramms angewandt werden.

Art. 3 - Einem Landwirt kann im Rahmen des Beihilfeprogramms eine Beihilfe gewährt werden, wenn er:

- 1° gemäß Artikel D.22 des Gesetzbuches in dem InVeKoS-System identifiziert ist;
- 2° einen Gesellschaftssitz auf dem Gebiet der wallonischen Region besitzt;
- 3° sich im Rahmen eines in Artikel 2 angeführten zugelassenen Lastenhefts verpflichtet hat und dessen Auflagen beachtet;
- 4° sich den Kontrollen einer für die Kontrolle des in Artikel 2 angeführten Lastenhefts zugelassenen zertifizierenden Stelle sowie den Kontrollen der Dienststelle unterwirft;
- 5° keine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft erhalten hat gemäß Artikel 29 der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1695/2005 des Rates;
- 6° die gemäß Artikel 93 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates festgelegten Bestimmungen der Cross-Compliance beachtet.

KAPITEL II — *Natur, Dauer und Betrag der Beihilfe*

Art. 4 - Nur die in der Wallonischen Region gelegenen Produktionseinheiten haben ein Anrecht auf die in dem vorliegenden Erlass bestimmte Beihilfe.

Art. 5 - § 1 - Das Beihilfeprogramm bezieht sich auf:

- 1° die Zertifizierungskosten;
- 2° die Kosten des ersten Audits;
- 3° die Einschreibgebühren für ein Lastenheft;
- 4° den jährlichen Beitrag für die Teilnahme an dem Lastenheft.

§ 2 - Bei den in Paragraph 1 angeführten Zertifizierungskosten handelt es sich um die jährlichen Kosten für die Zertifizierung, einschließlich der jährlichen Kosten für die Inspektion, die Kontrolle und die Analyse.

Das Beihilfeprogramm betrifft die zu Lasten eines Landwirts entstehenden Zertifizierungskosten, die:

- 1° direkt in Rechnung gestellt worden sind, ungeachtet dessen, ob dieser Landwirt einer Sparte angehört oder nicht;
- 2° von dem Verkaufswert seiner Bruttoproduktion abgezogen worden sind, wenn der Landwirt innerhalb einer Sparte ein Abkommen mit dem Promotor abgeschlossen hat, der ihm seine Bruttoproduktion ankauft und die die auf ihn anrechenbaren Zertifizierungskosten in seinem Namen einzahlt.

Art. 6 - § 1 - Für jedes der in Artikel 2 angeführten zugelassenen Lastenhefte legt der Minister jährlich einen Referenzbetrag fest, der dem jährlichen Höchstbetrag der Beihilfe entspricht, die jedem Landwirt, der sich im Rahmen des genannten Lastenhefts verpflichtet hat, gewährt werden kann.

Der jährliche Referenzbetrag wird auf der Grundlage der in Artikel 5 angeführten Kosten bestimmt.

§ 2 - Im Hinblick auf die Bestimmung der Referenzbeträge für ein bestimmtes Jahr übermitteln sowohl der Promotor als auch die für die Kontrolle des Lastenhefts zugelassene zertifizierende Stelle der Dienststelle vorab den Tarif (ausschl. MwSt.) der in Artikel 5 angeführten und im Laufe des Jahres verlangten Kosten.

Der Referenzbetrag eines bestimmten Jahres übersteigt nicht den auf der Grundlage der Verbraucherpreise indexierten Referenzbetrag, es sei denn diese Übersteigerung ist auf zusätzliche Zertifizierungskosten zurückzuführen, die durch außergewöhnliche Umstände oder eine Revision des Lastenheftes entstanden sind. Die Indexierung wird auf der Grundlage der Verbraucherpreisindexe des Monats Juli von zwei aufeinanderfolgenden Jahren berechnet.

Art. 7 - Die Beihilfe wird einem Landwirt für einen Zeitraum von maximal fünf Jahren gewährt.

Der Betrag der Beihilfe beträgt höchstens 3.000 EUR pro Jahr und Landwirt für alle zulässigen Lastenhefte, im Rahmen deren er beteiligt ist.

KAPITEL III — *Modalitäten für die Einreichung der Anträge und für die Auszahlung der Beihilfe*

Art. 8 - Am äußersten Datum für das Einreichen des Sammelantrags des Kalenderjahres, im Laufe dessen er sich an dem Beihilfeprogramm beteiligt, reicht der Landwirt durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, bei der Dienststelle einen Beihilfeantrag ein.

Der Beihilfeantrag wird anhand des Formulars des Sammelantrags eingereicht.

Für das Jahr 2016 erstellt die Dienststelle ein entsprechendes Antragsformular.

Art. 9 - Auf Antrag der Dienststelle reicht der Landwirt eine Forderungsanmeldung ein, die sich auf die im Laufe des vergangenen Kalenderjahres entstandenen Kosten nach Artikel 5 bezieht und der er die verlangten Belege beifügt.

Art. 10 - Die Zahlung der Beihilfe wird jährlich für die gesamten Landwirte nach Überprüfung der Gewährungsbedingungen durch die Dienststelle durchgeführt.

Falls der Landwirt im Laufe des Jahres der Anwendung der Beihilfe die in Artikel 3 Ziffer 6 erwähnte Bedingung missachtet, wird der für dieses Jahr von der Zahlstelle auf die Direktzahlungen dieses Landwirts angewandte Prozentsatz der Kürzung ebenfalls auf den Betrag, der in Anwendung des Beihilfeprogramms gewährt wird, angewandt.

Jeder Landwirt, der Gegenstand einer Strafe von der zugelassenen zertifizierenden Stelle ist, die zu einer Aussetzung oder eines Ausschlusses des Lastenheftes führt, wird für das gesamte Kalenderjahr, im Laufe dessen die Strafe wirksam wurde, von der Beihilfe ausgeschlossen.

Art. 11 - Die Dienststelle übermittelt dem Landwirt ihre Entscheidung, in der der zu zahlende Beihilfebetrag angeführt wird.

Gemäß Artikel D.17 des Gesetzbuches verfügt der Landwirt über zehn Arbeitstage, um bei der Dienststelle eine Beschwerde einzureichen.

Kein Verzugszins wird über die Durchführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert.

KAPITEL IV — *Kontrolle und Verstöße*

Art. 12 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des Gesetzbuches.

Art. 13 - Um die jährliche Kontrolle der von den Landwirten eingereichten Forderungsanmeldungen zu gewährleisten, übermitteln die zugelassenen zertifizierenden Stellen der Dienststelle nach Ablauf eines bestimmten Jahres die Liste der Landwirte, die an einem zugelassenen Lastenheft nach Artikel 2 teilgenommen haben.

Die in Absatz 1 angeführte Liste beinhaltet für jeden Landwirt die gesamten in Artikel 5 angeführten Kosten, die für das betreffende Jahr direkt in Rechnung gestellt worden sind, oder dem Promotor des Lastenhefts in Rechnung gestellt worden sind. In diesem letzten Fall übermittelt die zugelassene zertifizierende Stelle eine Abschrift der an den Promotor gerichteten Rechnungen und die entsprechenden Zahlungsbelege, wobei die Transparenz der Berechnung der jedem der betroffenen Landwirte angerechneten Kosten gewährleistet wird.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 14 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 3 bis 10, 12, 13 und 20 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (*ABl. EU*, L.193, 1. Juli 2014, S.1).

Art. 15 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 über eine Beihilfemaßnahme zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an Lebensmittelqualitätsregelungen im Rahmen des Programms für ländliche Entwicklung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2001 wird aufgehoben.

Die in Anwendung des in Absatz 1 erwähnten Erlasses eingereichten Beihilfeanträge unterliegen jedoch weiterhin dessen Bestimmungen.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2016 in Kraft.

Art. 17 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. September 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204584]

24 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een steunregeling waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de kwaliteitsregelingen die van toepassing zijn op de landbouwproducten

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.11, D.13, D.14, D.17, § 1, tweede lid, D.134, D.164, D.173, tweede lid en D.183, § 2, 1°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 betreffende een steunmaatregel waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de voedselkwaliteitsregelingen in het kader van het programma voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 juni 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2015;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 18 juni 2015;

Gelet op het rapport van 17 juni 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 58.000/2/V van de Raad van State, gegeven op 7 september 2015, overeenkomstig artikel 84, § 2, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de toekenning van een steun waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de kwaliteitsregelingen die van toepassing zijn op de landbouwproducten, een vrijgestelde staatssteun is overeenkomstig Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, bekendgemaakt op 1 juli 2014 in het *Publicatieblad van de Europese Unie* onder referentie "PB L 193 van 1 juli 2014, blz 1-75", in het bijzonder overeenkomstig hoofdstuk I en artikel 20;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het Wetboek : het Waals Landbouwwetboek;

2° de steunregeling : de steunregeling ingevoerd om de deelname aan de kwaliteitsregelingen die van toepassing zijn op de landbouwproducten te bevorderen;

3° een promotor : een natuurlijke of rechtspersoon belast met het opmaken van het productdossier inzake gedifferentieerde kwaliteit, de organisatie van de productie alsook de commercialisatie van de producten van gedifferentieerde kwaliteit;

4° de Dienst : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Bestuur.

Art. 2. De steunregeling betreft de landbouwproducten die een productdossier naleven dat erkend is in het kader van :

1° de Europese kwaliteitssystemen bedoeld in titel 7, hoofdstuk I, van het Wetboek;

2° het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit bedoeld in titel 7, hoofdstuk II, van het Wetboek;

3° de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit bepaald in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot erkenning van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen.

De steunregeling wordt per kalenderjaar toegepast. De Minister bepaalt jaarlijks de erkende productdossiers die aan de steunregeling deelnemen.

Art. 3. Een landbouwer geniet een steun in het kader van de steunregeling indien hij :

1° overeenkomstig artikel D.22 van het Wetboek in het GBCS wordt geïdentificeerd;

2° een bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest heeft;

3° voor een in artikel 2 bedoeld erkend productdossier heeft gekozen en bedoeld productdossier naleeft;

4° zich aan de controles van een certificerende instelling die voor de controle van het productdossier bedoeld in artikel 2 erkend is, alsook aan de controles van de dienst onderwerpt;

5° niet in aanmerking komt voor een steun voor de biologische landbouw vastgesteld overeenkomstig artikel 29 van Verordening (EU) nr.1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

6° de regels betreffende de randvoorwaarden naleeft, die vastgesteld zijn overeenkomstig artikel 93 van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad.

HOOFDSTUK II. — *Aard, duur en bedrag van de steun*

Art. 4. Enkel de in het Waalse Gewest gelegen productie-eenheden komen in aanmerking voor de steun bepaald in dit besluit.

Art. 5. § 1. De steunregeling heeft betrekking op :

1° de certificeringskosten;

2° de kosten i.v.m. de aanvankelijke audit;

3° de inschrijvingskosten voor een productdossier;

4° de verschuldigde jaarlijkse bijdrage om deel te nemen aan het productdossier.

§ 2. Onder de in § 1 bedoelde certificeringskosten worden verstaan, de jaarlijkse kosten die verband houden met de certificering, met inbegrip van de jaarlijkse kosten voor inspectie, controle en analyse.

De steunregeling slaat op de certificeringskosten die een landbouwer aangerekend kunnen worden en die :

1° die hem rechtstreeks worden gefactureerd, ongeacht of die landbouwer al dan niet deel uitmaakt van een georganiseerde keten;

2° die afgetrokken zijn van de verkoopwaarde van zijn bruto-productie indien de landbouwer in een keten een akkoord met de promotor heeft gesloten die zijn bruto-productie afkoopt en die in diens naam de hem aanrekenbare certificeringskosten betaalt.

Art. 6. § 1. Voor elk erkend productdossier bedoeld in artikel 2 bepaalt de Minister jaarlijks een referentiebedrag dat gelijk is aan het jaarlijkse maximumbedrag van de steun toegekend aan de landbouwer die in bedoeld productdossier gestapt is.

Het jaarlijkse referentiebedrag wordt naar gelang van de in artikel 5 bedoelde kosten bepaald.

§ 2. Voor de vaststelling van de referentiebedragen voor een gegeven jaar delen de promotor en de voor het productdossier erkende certificerende instellingen vooraf het tarief exclusief btw van de kosten die in artikel 5 bedoeld zijn en die in de loop van het jaar worden toegepast, aan de dienst mede.

Het referentiebedrag voor een gegeven jaar is niet hoger dan het referentiebedrag van het voorafgaande jaar dat op grond van de consumptieprijzen geïndexeerd is, tenzij de overschrijding te wijten is aan aanvullende certificeringskosten opgelegd bij uitzonderlijke omstandigheden of bij een herziening van het productdossier. De indexering wordt op grond van de indexcijfers van de consumptieprijzen van de maanden juli van twee opeenvolgende jaren berekend.

Art. 7. De steun wordt voor een maximale periode van vijf jaar aan een landbouwer toegekend.

Het bedrag van de steun is maximum 3.000 euro per jaar en per landbouwer voor het geheel van de in aanmerking komende productdossieren waaraan hij deelneemt.

HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de indiening van de aanvragen en de uitbetaling van de steun*

Art. 8. Op de uiterste indieningsdatum van de verzamelaanvraag van het kalenderjaar waarin hij aan de steunregeling deelneemt, dient de landbouwer door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek een steunaanvraag bij de dienst in.

De steunaanvraag wordt via het formulier voor de verzamelaanvraag ingediend.

Voor 2016 wordt een steunaanvraagformulier door de dienst opgemaakt.

Art. 9. Op verzoek van de dienst maakt de landbouwer een schuldvorderingsverklaring die betrekking heeft op de kosten bedoeld in artikel 5 en opgelopen tijdens het kalenderjaar, samen met de vereiste bewijsstukken over.

Art. 10. De betaling van de steun wordt jaarlijks verricht voor alle landbouwers na verificatie van de toekenningsvoorwaarden door de Dienst.

Wanneer de landbouwer, tijdens een jaar waarin de steun geldig is, de in artikel 3, 6°, bedoelde voorwaarde niet naleeft, wordt het verlagingspercentage die toegepast is op de rechtstreekse betalingen van die landbouwer door het betaalorgaan voor dit jaar ook toegepast op het overeenkomstig de steunregeling berekende bedrag.

Elke landbouwer die bestraft wordt door de erkende certificerende instelling met als gevolg een schorsing of een uitsluiting uit het productdossier wordt van de steun uitgesloten voor het gehele kalenderjaar waarin de sanctie uitwerking heeft gehad.

Art. 11. De dienst deelt een beslissing met vermelding van het bedrag van de steun die gestort zal worden, aan de landbouwer mede.

Overeenkomstig artikel D.17 van het Wetboek beschikt de landbouwer over tien werkdagen om een beroep bij de dienst in te dienen.

Er wordt geen enkele nalatigheidssintrest geëist betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Controles en overtredingen*

Art. 12. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Wetboek.

Art. 13. Om de jaarlijkse controle van de door de landbouwers ingediende schuldvorderingsverklaringen te waarborgen, maken de erkende certificerende instellingen na afloop van een gegeven jaar de lijst van de landbouwers die aan een in artikel 12 bedoeld erkend productdossier deelgenomen hebben, aan de dienst over.

De in het vorige lid bedoelde lijst vermeldt voor elke landbouwer het geheel van de in artikel 5 bedoelde kosten die voor het betrokken jaar rechtstreeks gefactureerd worden of die aan de promotor van het productdossier aangerekend zijn. In dat laatste geval verstrekt de erkende certificerende instelling een afschrift van de facturen gericht aan de promotor en de desbetreffende betalingsbewijzen met waarborg van de transparantie van de berekening van de kosten aangerekend aan elke betrokken landbouwer.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 3 tot 10, 12, 13 en 20 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgedebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (*PB* L.193, 1 juli 2014, blz.1).

Art. 15. Het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 betreffende een steunmaatregel waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de voedselkwaliteitsregelingen in het kader van het programma voor plattelandontwikkeling, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2001 wordt opgeheven.

De steunaanvragen die overeenkomstig het in het vorige lid bedoelde besluit zijn ingediend, blijven nochtans onderworpen aan de bepalingen ervan.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016.

Art. 17. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN